

LE RCD RAJEUNIT SA DIRECTION

Serment de fidélité aux sacerdoce

Alors que la classe po'itique, partis anciens et nouvellement créés, affriolée par la perspective de strapontins parlementaires, se découvre une subite faconde, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) choisit, lui, d'observer une escale organique pour une transmission de flambeau sereine et dans une notable osmose entre générations.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le parti, qui a résolu de rester en dehors des joutes électorales, a réussi le pari fou d'opérer de significatives mutations organiques sans coup férir.

Les militants du RCD, à leur tête le président sortant Saïd Sadi, forgés dans de longues traditions

de luttes, souvent jonchées d'épreuves éprouvantes, ont administré la preuve de ce que les paris perdus sont les paris non relevés. La consécration d'une jeune génération de militants à la direction du parti restera dans les annales comme un acte politique majeur. Surtout qu'elle intervient à un moment où quasiment l'ensemble de la classe politique est rongée par les incertitudes organiques que les appétits électoraux ont indéniablement exacerbées.

Quel parti se serait risqué à organiser le passage de témoin dans une telle conjoncture s'il ne se savait fort de sa structuration mais aussi de ses convictions ? En faisant le choix de céder les commandes du parti à un jeune militant, Mohcène Bellabas, bouscule, à coup sûr, une tradition bien ancrée dans le paysage politique national qui veut que le responsable ne cède son poste que sous l'effet de la contrainte, celle en vogue s'intitulant le redressement. Mais il lègue aussi un lourd héritage à la nouvelle direction du parti, laquelle aura non seulement à vouer fidélité aux sacerdoce que le RCD a fait siens mais également d'insuffler plus de cinétisme à une structure qui a fait le choix de ne pas se mouvoir dans la direction du vent.

L'engagement et le serment

La quarantaine à peine consommée, le nouveau président du RCD, Mohcène Bellabas, a conscience de la lourde mission. «A titre personnel, je n'aurais jamais voulu me retrouver dans cette situation. A titre de militant, je mesure à la fois la lourdeur de la tâche et l'honneur qui l'accompagne», affirme-t-il dans une courte allocution à la clôture des travaux du 4^e congrès. N'ayant pas pris l'escalier de service pour parvenir à l'exercice d'une aussi haute responsabilité mais les chemins tortueux du militantisme, Mohcène Bellabas accepte le challenge. Il se



Mohcène Bellabas.

fait même un devoir de fructifier, sinon protéger l'héritage. Il en fait le serment devant les congressistes.

«La tâche n'est pas facile mais nous n'avons pas le droit d'échouer. Je suis un enfant du RCD. Je ne sais ni tricher ni m'économiser. Je m'engage devant vous à faire tout ce qui m'est humainement possible de faire. Je m'engage devant vous à respecter et honorer tout ce qui nous a été

transmis. Je m'engage devant vous à tout faire pour protéger le parti et lui permettre de jouer sa mission dans notre pays.»

Le nouveau président du RCD doit accomplir sa mission avec une équipe tout aussi jeune que lui. Saïd Sadi, le président sortant, et Noureddine Aït Hamouda, un vétéran du parti, ne font pas partie de la nouvelle direction. Une direction élargie à de nouvelles figures militantes. De jeunes loups politiques

sont appelés aux responsabilités. Entre autres, Ahmed Boutata désigné à la formation professionnelle, Atmane Mazzouz aux grands dossiers, Rédha Boudra aux élus, Massiva Mazari à la famille, Mohamed Ouameur Saoudi à l'économie, Yacine Aïssiouène à la jeunesse et enfin, l'ex-maire de Berriane injustement déchu, Nacer Eddine Hadjadj à l'aménagement du territoire.

Ces nouveaux promus bénéficieront de l'expérience des membres reconduits de l'ancien exécutif. Entre autres Rabah Boucetta maintenu à l'organique, Mohamed Khendek à la coordination, Tahar Besbas aux affaires sociales, Rafik Hassani aux relations internationales, Amar Barki à la culture, Hacène Mezoued à l'administration, Fetta Sadat aux droits de l'homme, Lila Hadj-Arab à la condition féminine, Abdelhamid Hosna à la recherche scientifique, Boubkeur Derguni aux relations avec les institutions, Nadir Hammouche en charge des PME/PMI, Arezki Aider en charge du mouvement associatif, alors que Hakim Saheb se chargera de la communication et Youcef Merrouche de l'émigration et Ahmed Bennegouché de l'environnement.

S. A. I.

IL LUI SUCCÈDE À LA TÊTE DU PARTI L'élève Mohcène dépassera-t-il le maître Sadi ?

C'est à croire que c'est l'histoire qui se répète, se renouvelle. Le nouveau président du RCD a presque le même âge que son prédécesseur, la quarantaine, quand celui-ci avait créé, en compagnie d'autres camarades de combat, le parti dont il fut militant à ses tout premiers pas. Autrement dit, Mohcène Bellabas, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a moins du double de l'âge du parti qu'il dirige désormais au même titre d'ailleurs que l'écrasante majorité des congressistes qui ont le même parcours. Ce qui corrobore le propos de Saïd Sadi quand il disait que «la boutique RCD est solide».

Ceci pour dire que Mohcène Bellabas est un pur produit du RCD. Militant à la création du RCD alors qu'il était étudiant à l'USTHB d'Alger, il ne tardera pas à se faire remarquer par son activisme syndical débordant puisque, en compagnie de camarades, il mettra sur pied le Syndicat autonome des étudiants démocrates (SAED), entité syndicale dont il assura la présidence et que les pouvoirs publics n'ont jamais voulu reconnaître et agréer. Son assiduité aux activités et autres manifestations du parti dans la capitale n'a pas échappé à Saïd Sadi qui lui confiera en 2000 la présidence du bureau régional d'Alger. Loin de se contenter de ce premier pas franchi

avec succès, il sera intégré dans la direction du parti pour se charger de la communication puis assurer sa coordination avant de se voir désigné porte-parole du RCD. Et en 2007, il a été élu député de la wilaya d'Alger alors qu'il n'avait que 35 ans. Ce samedi 10 mars 2012, Mohcène Bellabas franchira une autre étape dans sa carrière politique en succédant à celui qui était, dans sa tendre jeunesse, son repère, devenant, à son corps défendant, le plus jeune leader politique dans le pays. Ceci au moment où bien de caciques claironnent le renouvellement de la classe politique mais font exactement le contraire en excluant les jeunes de tout poste de responsabilité, les confinant au même titre que les femmes dans un rôle de simple faire-valoir.

Et la question que d'aucuns observateurs politiques posent : l'élève arrivera-t-il à faire autant, sinon plus que ce qu'a réalisé le maître, le guide ? Mission dont l'intéressé affirme être conscient et son inquiétude dépasse le cadre du parti puisque, dira-t-il, «il s'agira de partager notre vision des choses, notre combat et notre espoir avec un maximum de citoyens et des membres de la société civile et ce, dans un contexte politique difficile».

M. Kebci

IL CONSIDÈRE L'APPEL AU VOTE COMME «NON POLITIQUE» Ghoulamallah «interdit» l'activité partisane dans les mosquées

Le ministre des Affaires religieuses a une idée bien singulière de la politique. Ghoulamallah interdit, en effet, aux imams d'évoquer leur appartenance politique mais les incite vivement à appeler les fidèles à aller voter massivement et n'y voit là aucune contradiction.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'effervescence qui gagne les formations politiques n'épargne visiblement pas les mosquées. Certains imams sont déjà en campagne et ne s'embarrassent pas de scrupules pour évoquer leurs tendances politiques en plein prêche.

Le ministre des Affaires religieuses les a rappelés hier à l'ordre, insistant auprès des directeurs de wilaya afin que ces comportements ne se répètent pas. Ghoulamallah leur conseille d'abord la manière douce, à savoir une discussion avec ces imams, avant d'envi-

sager des sanctions. Ces mêmes imams peuvent-ils cependant faire campagne pour une participation massive lors des prochaines élections ? Catégorique, le ministre répond que oui puisque, dit-il, «il n'y a aucun message politique dans l'appel au vote. C'est un acte citoyen et un devoir et le fait d'appeler à y prendre part entre parfaitement dans le cadre du irchad que les imams doivent faire». Une réflexion livrée au cours de la réunion des

cadres du secteur au cours de laquelle le ministre des Affaires religieuses n'a pas tari d'éloges à l'égard des imams qui, dit-il, font preuve d'un grand sens de responsabilité. Ils luttent, dit-il, contre «la fitna» qui aurait pu ne pas épargner l'Algérie qui, aux dires du ministre, a connu une «légère brise» de printemps arabe qui aura été sans conséquence sur le pays.

N. I.

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER La polémique n'est pas «justifiée»

Interrogé au sujet de la polémique née du choix de l'entreprise chinoise pour la réalisation de la Grande Mosquée d'Alger, le ministre des Affaires religieuses a estimé que cette polémique n'avait pas lieu d'être puisque l'entreprise réalisatrice chinoise a été choisie selon des critères techniques connus. Elle devra se conformer au cahier des charges sous la surveillance de pas moins de trois bureaux d'études chargés du contrôle à toutes les étapes de réalisation de la mosquée.

N. I.

SURVEILLANCE DES LÉGISLATIVES

Installation de la commission de wilaya de Annaba

Après l'installation, il y a une semaine, de deux sous-commissions locales de supervision des élections législatives du 10 mai 2012, c'est au tour de celle qui aura la charge de surveiller ces élections dans la wilaya de Annaba.

Les représentants de 21 partis politiques dont 17 ont déjà retiré les formulaires pour ces élections ont élu démocratiquement, hier dimanche, le président de cette commission, le représentant du Front national démocratique (FND), en l'occurrence.

La cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de la Direction des services agricoles, en présence du wali de Annaba, M. Mohamed Ghazi, était présidée par deux membres de la Commission nationale de surveillance des élections législatives (CNSEL), dont le premier responsable du mouvement de la concorde nationale (MCD), M. Boukhazna. Ce dernier affirmera que «ces élections sont pour la première fois surveillées par les partis eux-mêmes à travers les commissions nationale, de wilaya est communale. Le rôle de ces commissions et de garantir la transparence des élections et le choix souverain du peuple».

Concernant l'intervention des services de l'administration, il dira que l'intervention de ces derniers se limitera au côté technique et logistique. A ce sujet, il a indiqué que le wali «a répondu favorablement à toutes les demandes que nous avons exprimées concernant ces moyens. Il a déjà mis à notre disposition des locaux, des moyens de transport et des agents des services de la wilaya pour que l'opération se déroule dans les meilleures conditions possibles».

Le vote pour l'élection du président de la commission de wilaya de Annaba a été remporté par le représentant du Front national démocratique (FND). Il aura cinq vice-présidents et un rapporteur qui ont également été choisis par les délégués des partis à travers l'urne.

Cette opération sera suivie, dans les prochains jours, par l'installation des douze commissions communales de surveillance qui compte cette wilaya, a-t-on appris. Par ailleurs, le directeur de la réglementation et de l'administration générale (DRAG) de Annaba qui suivait cette opération, nous a fait savoir qu'à la date du 11 mars courant, 17 partis et 12 listes indépendantes ont déjà procédé au retrait de formulaires pour ces élections.

A. Bouacha

Le Soir d'Algérie RECRUTE

un correcteur confirmé.

Se présenter au journal du samedi au mercredi à partir de 14h au 1, rue Bachir Attar, Hassiba Ben Bouali.